

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 654

18 mars 2013

SOMMAIRE

Alpha Genesis Fund	31354	MyStarter dotNet S.A.	31348
Cross Seed Ventures	31392	MyStarter dotNet S.A.	31348
Helvetic Clinics S.A.	31383	NILLES & ARENS, succ. Joël SCHEILZ Sàrl	
I & S Coiffure S.à.r.l.	31346		31349
La Friture d'Or S.à r.l.	31351	Noch Mal Eins A.G.	31349
Lahure Marcel Trade S.A.	31346	Noch Mal Eins A.G.	31349
LER III European Holdings	31391	Novo Espaço Café S.à r.l.	31349
Librairie Carreira S.à r.l.	31346	Nuzi's Café S.à r.l.	31350
Lux Automatisme Sàrl	31346	P.A.R.C. s.à r.l.	31350
Luxcan S.à r.l.	31346	Patricio & Jordao S.à r.l.	31350
Luxdeftec S.A.	31347	Pike S.à r.l.	31350
Luxfenster S.à r.l.	31347	Promed S.A.	31350
Luxieco S.A.	31347	Promotions Générales Luxembourg S.A.	
Luxmont GmbH	31351		31351
LUX-PT S.à r.l.	31346	PRT Luxembourg S.à r.l.	31367
Maler- und Stuckateurbetrieb Strupp		Restaurant-Brasserie CRISTAL S.à r.l. ...	31350
GmbH	31348	Retouche Mode S.à.r.l.	31353
Maroquinerie Chic S.à.r.l.	31348	Ristorante Pizzeria L'Aquila S.à r.l.	31353
Menuiserie Majoie Michel S.A.	31392	ROBINET ÉLECTRICITÉ S.à.r.l.	31353
Middle Sea Shipping S.A.	31348	Royale Neuve II S.à r.l.	31352
Milano Style S.à r.l.	31348	S & M S.à.r.l.	31353
M.J. Constructions S.A.	31347	Soim S.A.	31352
MMS Transports S.à r.l.	31349	Szoldra & Partner S.A.	31354
MM Transports S.à r.l.	31349	Urbafin	31352
Moorfield Real Estate Fund Luxembourg		Vistra Fund Holdings S.à r.l.	31353
Finance	31347		
Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l.			
.....	31347		

I & S Coiffure S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-4810 Rodange, 65, rue du Clopp.

R.C.S. Luxembourg B 147.910.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020618/9.

(130024853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Luxcan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 156.359.

Le Bilan du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020670/9.

(130024873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Lahure Marcel Trade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4610 Differdange, 1A, rue de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 90.046.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020678/9.

(130024918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Librairie Carreira S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4490 Belvaux, 2, rue de l'Usine.

R.C.S. Luxembourg B 161.280.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020688/9.

(130024916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Lux Automatismes Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3562 Dudelange, 21, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 163.527.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020697/9.

(130024725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

LUX-PT S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4624 Differdange, 37C, rue Pierre Meintz.

R.C.S. Luxembourg B 141.168.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020699/9.

(130024915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Luxdeftec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 20, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 110.692.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020701/9.

(130024627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Luxfenster S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-4530 Differdange, 10, avenue Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 127.491.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020702/9.

(130024914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Luxieco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 142.025.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020704/9.

(130024902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

M.J. Constructions S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-4991 Sanem, 198, rue de Niederkorn.
R.C.S. Luxembourg B 75.331.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020707/9.

(130024913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Moorfield Real Estate Fund Luxembourg Finance, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 117.110.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020713/9.

(130024536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Moventas Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 161.541.

Le siège social de la Société est sis au 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020715/9.

(130024342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

MyStarter dotNet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4620 Differdange, 62, rue Emile Mark.

R.C.S. Luxembourg B 92.529.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020717/9.

(130024855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

MyStarter dotNet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4620 Differdange, 62, rue Emile Mark.

R.C.S. Luxembourg B 92.529.

Le bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020718/9.

(130024856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Maler- und Stuckateurbetrieb Strupp GmbH, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4961 Kuntzig, 2, rue Longue.

R.C.S. Luxembourg B 152.980.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020721/9.

(130024912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Maroquinerie Chic S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4760 Pétange, 30, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 159.135.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020724/9.

(130024911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Middle Sea Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 69.558.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020734/9.

(130024398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Milano Style S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4048 Esch-sur-Alzette, 11, rue Helen Buchholtz.

R.C.S. Luxembourg B 160.958.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020736/9.

(130024910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

MM Transports S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-4750 Pétange, 5, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 140.860.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020739/9.

(130024909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

MMS Transports S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-7793 Bissen, 25, rue Jean Engel.

R.C.S. Luxembourg B 163.290.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020740/9.

(130024908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

NILLES & ARENS, succ. Joël SCHEILZ Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7713 Welsdorf, 20, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 49.846.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020762/9.

(130024675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Noch Mal Eins A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 78.404.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020764/9.

(130024815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Noch Mal Eins A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 78.404.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020765/9.

(130024841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Novo Espaço Café S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4807 Rodange, 57, rue Nicolas Biever.

R.C.S. Luxembourg B 159.238.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020767/9.

(130024987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Nuzi's Café S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4610 Differdange, 1A, rue de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 141.634.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020768/9.

(130024986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

P.A.R.C. s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4976 Bettange-sur-Mess, 36, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 165.678.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020785/9.

(130025123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Pike S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 5A, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 147.669.

Le Bilan du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020801/9.

(130024875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Patricio & Jordao S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4570 Nieder Korn, 46, rue Pierre Gansen.

R.C.S. Luxembourg B 163.506.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020810/9.

(130024985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Promed S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4620 Differdange, 62A, rue Emile Mark.

R.C.S. Luxembourg B 139.389.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020832/9.

(130025144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Restaurant-Brasserie CRISTAL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4405 Soleuvre, 6, place Edmond Zinnen.

R.C.S. Luxembourg B 160.801.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020839/9.

(130024982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

La Friture d'Or S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9234 Diekirch, 23, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 167.555.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social en date du 1^{er} février 2013

Première résolution:

L'assemblée générale décide de révoquer Madame Marinho Pereira Maria, née le 19 janvier 1974 à Carvalho-Celorico de Basto (Portugal) demeurant à L-7782 Bissen 7, rue des Jardins comme gérante technique.

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide de nommer pour une durée indéterminée Madame Gonçalves Lopes épouse Marques Das Neves Florinda née le 17 décembre 1981 à Vilar De Ferreiros (Portugal), demeurant à L-7624 Larochette, 14, rue Michel Rodange comme gérante unique avec signature unique.

Luxembourg, le 1^{er} février 2013.

Pour copie conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013020025/18.

(130023640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Luxmont GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8510 Redange-sur-Attert, 61A, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 150.068.

Gemäss einer privatschriftlichen Anteilsübertragung, die von der Geschäftsführung genehmigt worden ist, setzt sich das Gesellschaftskapital der Luxmont GmbH wie folgt zusammen:

Herr Damir NURKOVIC, Angestellter, wohnhaft in L- 8506 Redange-sur-Attert, 1, An

Hemmesch: fünfundzwanzig Anteile 25

Herr Emir NURKOVIC, geboren am 18.08.1985 in Bar (Montenegro) wohnhaft in L-8510

Redange-sur-Attert, 14A, Grand-Rue fünfundsiebzig Anteile 75

Total: hundert Anteile 100

Redange-sur-Attert, den 04/02/2013.

Die Geschäftsführung

Damir NURKOVIC / Emir NURKOVIC

Die Anteilhaber

Référence de publication: 2013020060/18.

(130023980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

P.G.L., Promotions Générales Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 33.016.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 10 janvier 2013

1. les démissions de Messieurs Oscar CABANES, et Eric GUILLEMIN en tant qu'Administrateurs sont acceptées;

2. Monsieur Eric PAPILLON, Directeur Administration Gestion Finances du segment Europe de Bouygues Immobilier S.A., né le 14 juillet 1964 à Tourcoing, résidant au 2 rue Vauban, F-78000 Versailles (France) et la société SAS REINE PARTICIPATIONS, établie et ayant son siège social au 3 Boulevard Gallieni, F-92130 Issy les Moulineaux (France), et enregistrée au Registre de Commerce de Nanterre sous le numéro 451 095 707, valablement représentée par son représentant permanent Monsieur Xavier DOMONT, responsable Contrôle de Gestion Bouygues Immobilier S.A. né le 24 décembre 1966 à Montargis, F-45200 (France), résidant professionnellement au 3 Boulevard Gallieni, F-92130 Issy les Moulineaux (France), sont nommés Administrateurs de la Société.

Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire devant se tenir en 2014.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2013020192/18.

(130024053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Royale Neuve II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 100.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 136.200.

La Gérance informe du transfert en date du 20 décembre 2012 de 200 parts sociales d'une valeur nominale de 6BP 500,- de la société ROYALE NEUVE II S.à r.l., RCS n° B-136.200, conformément au contrat de cession daté du même jour, de BNP PARIBAS (SUISSE) SA (le Cédant), inscrite au Registre de Commerce sous le numéro CH-2703000542-01 et ayant son siège social 2, Place de Hollande à Genève en faveur de BNP Paribas Succursale de Luxembourg (le Cessionnaire), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B - 23.968 et ayant son siège social 50, avenue J.F. Kennedy, L - 2951 Luxembourg.

Luxembourg, le 4 février 2013.

Pour le Conseil de Gérance

Y. JUCHEM / P. SABIA

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2013020204/18.

(130023326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Soim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 54.049.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Statutaire du 21 juin 2012 tenue extraordinairement le 22 octobre 2012:

1. L'Assemblée Générale prend note de la volonté de l'Administrateur Patricia JUPILLE de reprendre son nom de jeune fille OSIEKA.

2. L'Assemblée Générale décide de renouveler les mandats des administrateurs Madame Luisella MORESCHI, Mme Frédérique VIGNERON et Mme Patricia OSIEKA ainsi que celui du commissaire aux comptes Gordale Marketing Limited ayant son siège social à Strovolou, 77, Strovolos center, Office 204 Strovolos, P.C. 2018 Nicosia, Chypre jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle de 2018.

Luxembourg, le 28 novembre 2012.

Pour SOIM S.A.

Signature

Référence de publication: 2013020269/18.

(130023555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Urbafin, Société Anonyme.

Siège social: L-9711 Clervaux, 59, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 99.776.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 07 janvier 2013

Le point n° 1 est abordé:

A l'unanimité, la démission de Monsieur BOUVIER Bernard demeurant à B-5380 NOVILLE LES BOIS, Rue de Récourt, de son poste d'administrateur est acceptée.

Le point n° 2. est abordé:

A l'unanimité, la nomination de Monsieur VAN BUGGENHOUT Laurent, demeurant à B-1370 JAUCHELETTE, 39 Rue de la Dime, au poste d'administrateur est acceptée pour une durée de 6 ans.

Le point n° 3. est abordé:

Néant

HERMAN Charles / BAUSIER Colette / HERMAN Xavier

Le Président / Le secrétaire / Le scrutateur

Référence de publication: 2013020324/18.

(130023554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

S & M S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8011 Strassen, 307, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 129.147.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020858/9.

(130024981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Retouche Mode S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4761 Pétange, 49, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 114.932.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020850/9.

(130024984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

ROBINET ELECTRICITÉ S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.394,68.**

Siège social: L-4960 Clemency, 7, rue de Bascharage.

R.C.S. Luxembourg B 62.534.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020854/9.

(130024983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Ristorante Pizzeria L'Aquila S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8313 Capellen, 1A, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 46.418.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013020851/9.

(130024513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Vistra Fund Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 172.338.

EXTRAIT

En date du 5 février 2013, l'associé unique a pris la résolution suivante:

- La démission de M. Mark Bouw et de M. Brian McKinstry, en tant que gérants A de la Société, est acceptée avec effet au 24 janvier 2013.

- M. Martin Crawford, avec adresse professionnelle au 11 Duddell Street, Ruttonjee House, 9th floor, Central, Hong Kong, est élu nouveau gérant A de la Société avec effet au 24 janvier 2013 et pour une durée illimitée.

- M. Ivo Hemelraad, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant A de la Société avec effet au 24 janvier 2013 et pour une durée illimitée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 7 février 2013.

Référence de publication: 2013020331/18.

(130023975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Szoldra & Partner S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7240 Bereldange, 1A, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 69.166.

AUSZUG

Anlässlich der Ausserordentlichen Generalversammlung vom 3 Dezember 2012 wurde Folgendes beschlossen:

1. Das Mandat folgende Mitglieder des Verwaltungsrates wurde geändert:

Es wurde berücksichtigt den Rücktritt Frau Beata Nelapa mit Wohnsitz in PI-65001 Zielona Gora - 61/13 Ul Lisia und an seiner Stelle wurde als Mitglied des Verwaltungsrates die Gesellschaft Gestacom S.A. ernannt.

2. Das Mandat folgende Mitglieder des Verwaltungsrates ist bis zum Ende des Jahres 2017:

Herrn Szoldra Bogdan mit Wohnsitz in L-7240 Bereldange - 1a, route de Luxembourg Frau Ingrid Nowatzki mit Wohnsitz in L-7217 Bereldange - 66, rue de Bridel GESTACOM S.A. mit Sitz L-3676 Kayl - 68, rue de Schiffflange

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für den Verwaltungsrat

Unterschrift

Référence de publication: 2013020284/18.

(130023870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Alpha Genesis Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 175.779.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the fifth day of March,

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Alpha Genesis Capital Limited, a company incorporated under the laws of the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at P.O. Box 3170, Pasea Estate, Road Town, Tortola, British Virgin Islands and registered with Financial Services Commission of the British Virgin Islands under number 1398425,

here represented by Me Laetitia Servais, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on February 25, 2013.

The proxy given, signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a société anonyme.

Art. 1. There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" under the name of "Alpha Genesis Fund" (the "Company").

Art. 2. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the "Law"), as may be amended from time to time, and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Wholly-owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board").

If and to the extent permitted by law, the Board may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article twenty-three hereof.

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by the Law and must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law.

The initial capital is fifty thousand US Dollar (50,000.- USD) divided into five hundred (500) fully paid up shares of no par value.

The Board is authorised without limitation to issue further partly or fully paid shares at any time in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the Board and disclosed in the sales documents, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

Unless otherwise decided by the Board in accordance with and disclosed in the sales documents, the issue price shall be based on the net asset value (the "Net Asset Value") per share as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof plus a sales charge, if any, as the sales documents may provide.

Shares may only be subscribed by well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law (the "Eligible Investors" or individually an "Eligible Investor").

The Board may delegate to any duly authorised director of the Company (the "Director(s)") or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for such new shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

The Board may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the Directors of the Company, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Shares may, as the Board shall determine, be of different classes within the meaning of Article 71 of the Law and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to Article three hereof in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, or with such other specific features as the Board shall from time to time determine in respect of each class of shares.

Within each such class of shares (having a specific investment policy), further sub-classes having specific sale, redemption or distribution charges (a "sales charge system") and specific income distribution policies or any other features may be created as the Board may from time to time determine and as disclosed in the sales documents. For the purpose of these Articles, any reference hereinafter to "class of shares" shall also mean a reference to "subclass of shares" unless the context otherwise requires.

The different classes of shares may be denominated in different currencies to be determined by the Board provided that for the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the classes.

The general meeting of holders of shares of a class, deciding with simple majority of the votes cast, may consolidate or split the shares of such class. The general meeting of holders of shares of a class may reduce the capital of the Company by cancellation of the shares of such class and refund to the holders of shares of such class the full Net Asset Value of the shares of such class as at the date of distribution.

The general meeting of holders of shares of a class or several classes may also decide to allocate the assets of such class or classes of shares to those of another existing class of shares and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders or the allocation, if so resolved, of rights to fractional entitlements pursuant to Article six). Such a class meeting may also resolve to contribute the assets and liabilities attributable to such class or classes to another Luxembourg undertaking for collective investment, against issue of shares of such other undertaking for collective investment to be distributed to the holders of shares of the class or classes concerned. Such a class meeting may also resolve to reorganise one class of shares by means of a division into two or more classes in the Company or in another Luxembourg undertaking for collective investment.

Such decision will be published by the Company and such publication will contain information in relation to the new class or the relevant undertaking for collective investment.

Such publication will be made one month before the date on which such merger shall become effective in order to enable holders of such shares to request redemption thereof, free of charge, before the implementation of any such transaction. There shall be no quorum requirements for the class meeting deciding upon a consolidation of several classes of shares within the Company and any resolution on this subject may be taken by simple majority of the votes cast. Resolutions to be passed by any such class meeting with respect to a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any class or classes to another Luxembourg undertaking for collective investment shall not be subject to any quorum requirements and any resolution on this subject may be taken by simple majority of the votes cast, except when a merger is to be implemented with a foreign based undertaking for collective investment, resolutions to be validly taken shall require the unanimous consent of the holders of all the shares of the class or classes concerned then outstanding. In case of a contribution to a mutual investment fund (fonds commun de placement), such a contribution will only be binding on shareholders of the relevant class or classes having expressly agreed to the contribution.

The Board may, subject to regulatory approval, decide to proceed with the compulsory redemption of a class of shares, its liquidation or its contribution into another class of shares, if the Net Asset Value of the shares of such class falls below an amount as may be determined by the Board in the light of the economic or political situation relating to the class concerned and disclosed in the sales documents, or if any economic or political situation would constitute a compelling reason for such redemption, or if required by the interests of the shareholders of the relevant class of shares.

The decision of the compulsory redemption, liquidation or the contribution to another class of shares will be published by the Company, and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, such redemption or contribution and, in this latter case, will contain information on the new class of shares. Unless the Board otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders of the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares subject to the charges as provided for in the sales documents of the Company.

The Board may also, under the same circumstances as provided above and subject to regulatory approval, decide to close down one class of shares by contribution into another collective investment undertaking. Such decision will be published in the same manner as described above and the publication will contain information in relation to the other collective investment undertaking. In case of contribution to another collective investment undertaking of the mutual fund type, the merger will be binding only on shareholders of the relevant class who will expressly agree to the merger.

The Board may also, under the same circumstances as provided above, and subject to regulatory approval, decide to reorganise one class of shares, by means of a division into two or more classes in the Company or in another collective investment undertaking, may be decided by the Board. Such decision will be published in the same manner as described above and the publication will contain information in relation to the two or more new classes. Such publication will be made one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares, free of charge, before the operation involving division into two or more classes becomes effective.

Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation will be deposited in escrow with the Caisse de Consignation in Luxembourg for the benefit of their beneficiaries.

Art. 6. The Board will issue shares in registered form only. The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders (the "Register of Shareholders"), as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which he might properly have to request a change in the registration of his shares.

The Company shall decide whether share certificates shall be delivered to the shareholders and under which conditions or whether the shareholders shall receive a written confirmation of their shareholding. Share certificates, if applicable, shall be signed by two Directors and an official duly authorised by the Board for such purpose. Signatures of the Directors may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorised official shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription. The Board is authorised to determine the conditions of any such issue and to make any such issue, subject to payment at the time of issue of the shares. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or, subject as aforesaid, a confirmation of his shareholding.

The Board or any duly appointed agent may decide to compulsorily redeem shares if they have not been subscribed in accordance with the sales documents or whose wired subscription amounts are insufficient to cover the relevant subscription price (including, for the avoidance of doubt, any applicable subscription charge). Such compulsory redemption will be carried out under the most favourable conditions for the Company, including amongst other the possibility for the Company to keep the difference between the redemption price and the subscription price when the latter is lower than the former or to charge the relevant investor the difference when the latter is higher than the former.

Payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, by bank transfer or by cheque mailed at their mandated addresses in the Register of Shareholders or to such other address as given to the Board in writing.

A dividend declared but not claimed on a share within a period of five years from the payment notice given thereof, cannot thereafter be claimed by the holder of such share and shall be forfeited and revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared pending their collection.

All issued shares of the Company shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and class of shares held by him. Every transfer of a share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such customary fee as shall have been approved by the Board for registering any other document relating to or affecting the title to any share.

Shares, when fully paid, shall be free from any lien in favour of the Company.

Transfer of shares shall be effected by inscription of the transfer to be made by the Company upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such shares, to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company. Transfers of shares are conditional upon the proposed transferee qualifying as an Eligible Investor.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only. In the event that such shareholder does not provide such address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend or other distributions.

The Company will recognise only one holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Art. 8. The Company may restrict or prevent the ownership of shares by any US person (as defined hereafter) and/or any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company or its shareholders, may result in a breach of any applicable law or regulation (whether Luxembourg or foreign) or may expose the Company or its shareholders to liabilities (to include, inter alia, regulatory or tax liabilities and any other tax liabilities that might derive, inter alia, from any breach of FATCA requirements) or any other disadvantages that it or they would not have otherwise incurred or been exposed to. Such persons, firms or corporate bodies (including US persons and/or persons in breach of FATCA requirements) are herein referred to as "Prohibited Persons".

For such purposes the Company may:

- a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a Prohibited Person;
- b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the register of shareholders to furnish it with any representations and warranties or any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not, to what extent and under which circumstances, beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a Prohibited Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and
- c) where it appears to the Company that any Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of shares or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations

and warranties in a timely manner as the Company may require, may compulsorily redeem from any such shareholder all or part of the shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the register of shareholders of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate(s), if issued, representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed as to such shares from the register of shareholders.

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called "the redemption price") shall be an amount equal to the net asset value per share of the Company, determined in accordance with Article twenty-three hereof less any fees and charges as defined in Article twenty-one hereof and disclosed in the sales document.

3) Payment of the redemption price will be made to the person appearing as the owner of such shares and will be deposited by the Company with a bank in the Grand Duchy of Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person upon surrender of the share certificate(s) representing the shares specified in such notice, if any. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate(s), if any, as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles of Incorporation, the term "US person" shall have the same meaning as set forth in the Prospectus. The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who is a Prohibited Person, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses, expenses and liabilities (including, inter alia, tax liabilities deriving from FATCA requirements) resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Wednesday of the month of June of each year at 11.00 a.m. or, if such day is not a bank business day in Luxembourg, on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders or of holders of shares of any specific class may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 11. The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to his shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date. In case of dematerialised shares (if issued) the right of a holder of such shares to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to such shares will be determined by reference to the shares held by this holder as at the time and date provided for by Luxembourg laws and regulations.

Each share of whatever class and regardless of the Net Asset Value per share within the class is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by telegram, telex, telefax or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. A corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board pursuant to notice setting forth the agenda sent prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders in accordance with Luxembourg law.

If, however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 13. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members who need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 14. The Board will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It shall also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board may establish from time to time internal rules, as deemed appropriate. The Board shall meet upon call by any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by the majority of the votes cast or of the Directors present at any such meeting respectively.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex, telefax or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing, telegram, telex, telefax or by any electronic means capable of evidencing such appointment, another Director as his proxy. Any Director may also participate at any meeting of the Board by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such Director and a meeting of the Board may also be held by way of conference call or similar means of communication only. Such means must allow the Director(s) to participate effectively at such meeting of the Board. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously. Such meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company. Directors may also cast their vote in writing or by any other electronic means capable of evidencing such vote.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented by another Director as proxy at a meeting of the Board. For the calculation of quorum and majority, the Directors participating at the Board by video conference or by telecommunication means permitting their identification are deemed to be present. Decision shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a written consent resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing signed by all the Directors or by telex, cable, telegram, telefax message or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

The Board from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operations and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any com-

mittee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are Directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are Directors of the Company.

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 16. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of management and business affairs of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company have a material interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of such connection and/or relationship with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in this Article seventeen, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Company or any subsidiary or affiliate thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion, unless such "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

Art. 18. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which such Director or officer of the Company may be entitled.

Art. 19. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or single signature(s) of any other person(s) to whom such authority has been delegated by the Board.

Art. 20. The Company shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" (hereafter "auditor") who shall carry out the duties prescribed by the Law. The auditor shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until its successor is elected.

The auditor in office may be removed by the shareholders on serious grounds.

Art. 21. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form, subject to the conditions set out in the sales documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

The redemption price shall be paid at the latest fifteen bank business days after the relevant Valuation Day, unless otherwise provided in the sales documents and, unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents, shall be equal to the Net Asset Value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof less such applicable fees and charges (including but not limited to the dilution levy), if any, as the sales documents may provide, such price being rounded to the nearest currency unit. Under no circumstances such payment shall be made later than thirty calendar days after the relevant Valuation Day. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the sales documents.

If applications for the redemption of 10 per cent or more of the Net Asset Value of the same class are received in respect of any Valuation Day or any other percentage being fixed from time to time by the Board and disclosed in the sales documents, the Board may decide to defer redemption requests so that the 10 per cent limit is not exceeded. Any redemption requests in respect of the relevant Valuation Day so reduced will be given priority over subsequent redemption requests received for the succeeding Valuation Day, subject always to the 10 per cent limit. The above limitations will be applied pro rata to all shareholders who have requested redemptions to be effected on or as at such Valuation Day so that the proportion redeemed of each holding so requested is the same for all such shareholders.

The Board may extend the period for payment of redemption proceeds in exceptional circumstances to such period as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company are invested or in exceptional circumstances where the liquidity of the Company is not sufficient to meet the redemption requests. The Board may also determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific class or classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the sales documents relating to the sale of such shares.

The Board may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

With the consent of the shareholder(s) concerned, the Board may (subject to the principle of equal treatment of shareholders) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the sales documents.

If and to the extent required by law, such redemption will be subject to a special audit report by the auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. This audit report will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the Net Asset Value of the shares.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article twenty-two hereof or if the Directors, at their discretion, taking due account of the principle of equal treatment between shareholders and the interest of the relevant class, decide otherwise. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant class, provided that the Board may impose such restrictions between classes of shares as disclosed in the sales documents as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the sales documents.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

No redemption or conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the Board, be for an amount of less than that of the minimum holding amount as determined from time to time by the Board.

If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class.

Notwithstanding the foregoing, if in exceptional circumstances the liquidity of the Company is not sufficient to enable payment of redemption proceeds or conversions to be made within a one month period, such payment (without interest), or conversion, will be made as soon as reasonably practicable thereafter.

The Board may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be published in the sales documents of the Company.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Shares of a class having a specific sales charge system and a specific distributions policy, as provided in Article five above, may be converted to shares of a class of shares having the same sales charge system and having the same or a different distribution policy.

Art. 22. The Net Asset Value, the subscription price and redemption price of each class of shares in the Company shall be determined as to the shares of each class of shares by the Company from time to time, as the Board may decide, (every such day or time determination thereof being referred to herein a "Valuation Day"), but so that no day observed as a holiday by banks in Luxembourg be a Valuation Day.

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value, the subscription price and redemption price of shares of any particular class and the issue and redemption of the shares in such class from its shareholder as well as conversions from and to shares of such class:

(a) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such class, from time to time, is quoted or dealt in is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such class; or

(b) during any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Board, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board, disposal or valuation of the assets held by the Company attributable to such class is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of shareholders, or if in the opinion of the Board the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

(c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company attributable to such class or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets attributable to such class; or

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such class or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares of the Company cannot, in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange; or

(e) from the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding up the Company or any class(es), or merging the Company or any class(es), or informing the shareholders of the decision of the Board to terminate or merge any class(es); or

(f) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such class cannot be promptly or accurately ascertained; or

(g) for any other circumstances in which failure to suspend could engender either for the Company, one of its classes or its shareholders, certain liabilities, financial disadvantages or any other harm for the Company that the classes or its shareholders would not otherwise experience.

Any such suspension shall be published by the Company in newspapers determined by the Board if appropriate, and shall be promptly notified to shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Company at the time of the filing of the written request for such redemption or conversion as specified in Article twenty-one hereof.

Such suspension as to any class will have no effect on the calculation of the Net Asset Value, subscription price or redemption price, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class.

Art. 23. The Net Asset Value of shares of each class of shares in the Company shall be expressed in the reference currency of the relevant class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day (and in any case at least once per year) by dividing the net assets of the Company corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Company corresponding to such class less the liabilities attributable to such class, by the number of shares of the relevant class outstanding.

The subscription and redemption price of a share of each class shall be expressed in the reference currency of the relevant class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day as the Net Asset Value per share of that class calculated in respect of such Valuation Day adjusted by a sales commission, redemption charge or dilution levy, if any, fixed by the Board in accordance with all applicable law and regulations. The subscription and redemption price shall be rounded upwards and downwards respectively to the number of decimals as shall be determined from time to time by the Board.

If an equalisation account is being operated an equalisation amount is payable.

The valuation of the Net Asset Value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

(a) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;

(b) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not collected);

(c) all securities, shares, bonds, debentures, options or subscription rights, futures contracts, warrants and other investments and securities belonging to the Company;

(d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company (the Company may however adjust the valuation to fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividends or ex-rights);

(e) all accrued interest on any securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;

(f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company; and

(g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) The securities admitted for listing on an official stock exchange or on another regulated market will be valued using the last known price unless this price is not representative.

(2) Securities not admitted to such listing or not on a regulated market and securities thus listed but whose last known price is not representative, will be valued on the basis of the probable selling price, estimated prudently and in good faith.

(3) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interest declared or accrued and not yet obtained, will be constituted by the nominal value of the assets, unless it appears unlikely that this amount will be obtained, in which case the value will be determined after deducting the amount that the Board deems appropriate to reflect the true value of these assets.

(4) Money market instruments will be valued using the amortised cost method at their nominal value plus any accrued interest or the "mark-to-market" method. When the market value is different to the amortised cost, the money market instruments will be valued using the mark-to-market method.

(5) Securities expressed in a currency other than that of the reference class will be converted to the currency of that class at the applicable exchange rate.

(6) Units/shares issued by open-ended-type undertakings for collective investment:

- on the basis of the last net asset value known by the central administration agent of the Company, or
- on the basis of the net asset value estimated on the closest date to the class' Valuation Day.

(7) The value of companies that are not admitted for listing on an official or regulated market may be determined using a valuation method proposed in good faith by the Board based on the last audited annual financial statements available, and/or on the basis of recent events that may have an impact on the value of the security in question and/or on any other available valuation. The choice of method and of the medium allowing the valuation will depend on the estimated relevance of the available data. The value may be corrected according to any unaudited periodic financial statements available. If the Board deems that the price is not representative of the probable selling value of such a security, it will then estimate the value prudently and in good faith on the basis of the probable selling price.

(8) The value of forward contracts (futures and forwards) and option contracts traded on a regulated market or a securities exchange will be based on the closing or settlement prices published by the regulated market or securities exchange that as a general rule constitutes the principal place for trading those contracts. If a forward contract or option contract cannot be liquidated on the valuation date of the net assets in question, the criteria for determining the liquidation value of the forward or option contract will be set by the Board in a reasonable and equitable manner. Forward contracts and option contracts that are not traded on a regulated market or on a securities exchange will be valued at their liquidation value determined in accordance with the rules established in good faith by the Board and according to standard criteria for each type of contract.

(9) The expected future flows, to be received and paid by the class pursuant to swap contracts, will be valued at their updated values.

(10) When it deems necessary, the Board may establish a valuation committee whose task will be to estimate prudently and in good faith the value of certain securities.

The Board is authorised to adopt any other appropriate principles for valuing the Fund's assets if it is impossible or inappropriate to calculate the values based on the above criteria. If there is no bad faith or obvious error, the valuation determined by the Administrator will be considered as final and will be binding on the class and its shareholders.

In circumstances where (i) one or more pricing sources fail(s) to provide valuations to the Administrator, which could have a significant impact on the Net Asset Value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the central administration agent is authorized to postpone the Net Asset Value calculation and as a result may be unable to determine subscription and redemption prices.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- (a) all borrowings, bills and other amounts due;
- (b) all administrative and other operative expenses due or accrued including all fees payable to the investment adviser
- (s), the Custodian and any other representatives and agents of the Company;
- (c) all known liabilities due or not yet due, including the amount of dividends declared but unpaid;
- (d) an appropriate amount set aside for taxes due on the date of valuation and other provisions or reserves authorised and approved by the Board covering among others liquidation expenses; and
- (e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Board shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, accountants, custodian, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees for legal and auditing services, promotional, printing,

reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, and all other operation expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Board may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

For the purposes of the valuation of its liabilities, the Board may duly take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical character by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

C. There shall be established one pool of assets for each class of shares in the following manner:

a) the proceeds from the issue of each class shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that class of shares, and the assets, and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article.

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool of assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool.

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any actions taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool.

d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated pro rata to all the pools on the basis of the net asset value of the total number of shares of each pool outstanding provided that any amounts which are not material may be equally divided between all pools.

The Board may allocate material expenses, after consultation with the auditor of the Company, in a way considered to be fair and reasonable having regard to all relevant circumstances.

e) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the Net Asset Value of such class of shares shall be reduced or increased by the amount of such dividends depending on the distribution policy of the relevant class.

If there have been created, as more fully described in Article five hereof, within the same class of shares two or more sub-classes, the allocation rules set above shall apply, mutatis mutandis, to such sub-classes.

D. Each pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of securities and other assets in which the Company is authorised to invest, and the entitlement of each class of shares within the same pool will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each pool on behalf of one specific or several specific classes of shares, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all classes related to such pool and there may be assumed on behalf of such class or classes' specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the classes related to a same pool and which shall be allocable to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied mutatis mutandis.

The percentage of the net asset value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;

2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant class;

3) if in respect of one class the Company acquires specific assets or pays specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such class;

4) the value of class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share class to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the net asset value per share of such specific share class.

E. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article twenty-one hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made, and from such time and until paid the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per share of the relevant class is calculated shall be valued after taking into account

the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant class of shares; and

(c) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for the Company on such Valuation Day to the extent practicable.

Art. 24. Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents, whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the subscription price as hereinabove defined for the relevant class of shares. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board but no later than five business days after the applicable Valuation Day, unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents. In addition, a dilution levy may be imposed on shareholders transactions as specified in the sales document.

The subscription price (not including the sales commission) may, upon approval of the Board and subject to the extent required by applicable laws, a special audit report from the auditor of the Company confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

Art. 25.

A. The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more classes of shares (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. The Board may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

1. A Participating Fund's participation in an Enlarged Asset Pool shall be measured by reference to notional units ("units") of equal value in the Enlarged Asset Pool. On the formation of an Enlarged Asset Pool the Board shall in its discretion determine the initial value of a unit which shall be expressed in such currency as the Board considers appropriate, and shall allocate to each Participating Fund units having an aggregate value equal to the amount of cash (or to the value of other assets) contributed. Fractions of units, calculated to three decimal places, may be allocated as required. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Enlarged Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

2. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Enlarged Asset Pool, the allocation of units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned; in the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Enlarged Asset Pool.

3. The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Enlarged Asset Pool at any time and the net asset value of the Enlarged Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of Article twenty-three provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

4. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time or receipt.

B. The Board may in addition authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg or foreign collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations.

Art. 26. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year. The accounts of the Company shall be expressed in USD or such other currency or currencies, as the Board may determine pursuant to the decision of the general meeting of shareholders. Where there shall be different classes as provided for in Article five hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into USD and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

Art. 27. The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board in respect of each class of shares, determine how the annual net investment income shall be disposed of.

The net assets of the Company may be distributed subject to the minimum capital of the Company as defined under Article five hereof being maintained.

Distribution of net investment income as aforesaid shall be made irrespective of any realised or unrealised capital gains or losses. In addition, dividends may include realised and unrealised capital gains after deduction of realised and unrealised capital losses.

Dividends may further, in respect of any class of shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such class and which, in such event, will, in respect of such class, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on dividends to be distributed to the shares of any class shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set forth above, of the shareholders of such class.

Interim dividends may at any time be paid on the shares of any class of shares out of the income attributable to the portfolio of assets relating to such class of shares upon decision of the Board.

The dividends declared may be paid in the reference currency of the relevant class of shares or in such other currency as selected by the Board and may be paid at such places and times as may determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

Dividends may be reinvested on request of holders of registered shares in the subscription of further shares of the class to which such dividends relate.

The Board may, as regards registered shares, decide that dividends be automatically reinvested for any class of shares unless a shareholder entitled to receive cash distribution elects to receive payment of dividends.

Art. 28. The Company shall appoint a custodian which shall satisfy the requirements of the Law and which shall be responsible for the safekeeping of the assets of the Company and shall hold the same itself or through its agents.

In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders resolving to dissolve the Company and which shall determine their powers and their compensation.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class in proportion of their holding of shares in such class.

Art. 29. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 30. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto and the Law.

Transitory dispositions

a) The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 December 2013.

b) The first annual general meeting will be held on 18 June 2014.

Subscription and Payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid up the following shares:

Shareholders	Subscribed Capital	Number of paid-in shares
Alpha Genesis Capital Limited	50,000 USD	500
Total	50,000 USD	500

Proof of such payments has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever shall be borne by the Company and amount to EUR 3,000.-.

Statements

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Extraordinary general meeting of shareholders

The above named person representing the entire subscribed capital and considering itself as duly convened, has immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed directors for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2014:

- Patricio Diez Romero-Valdespino, Founder and Partner, Alpha Genesis Capital Ltd., professionally residing at 848, Brickell Avenue, Suite 625, Miami, FL 33131, United States of America;
- Herman Fuentes Vera, director, Alpha Genesis Capital Ltd., professionally residing at 848, Brickell Avenue, Suite 625, Miami, FL 33131, United States of America;
- Javier Valls Martinez, Independent Director, professionally residing at 64, Rue Jean-François Boch, L-1244 Luxembourg

Second resolution

The following is appointed réviseur d'entreprises agréé of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2014:

KPMG Luxembourg, 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

Third resolution

The registered office of the Company is fixed at 5, rue Jean Monnet, L-2180, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who are known to the notary by name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: L. SERVAIS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 mars 2013. Relation: LAC/2013/10883. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 mars 2013.

Référence de publication: 2013033995/748.

(130041841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2013.

PRT Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 401.650,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 173.497.

In the year two thousand and twelve, one the tenth day of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mill Road Capital LP, a limited partnership constituted under the laws of Delaware, USA, having its registered office at 382 Greenwich Avenue, Suite 1, Greenwich, CT 06830 USA, registered with Secretary of State, State of Delaware, Division of Corporations, under number 20-5432103,

acting through its general partner Mill Road Capital G.P. LLC, a limited liability company constituted under the laws of Delaware, USA, having its head office at 382 Greenwich Avenue, Suite 1, Greenwich, CT 06830 USA, registered with the Secretary of State, State of Delaware, Division of Corporations under number 20-5432157 (the Sole Shareholder),

here represented by Me Dimitar Morarcaliev, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The Company was incorporated on 3 December 2012 pursuant to a deed drawn up by Maître Henri Hellinckx, prenamed, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

This power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to enact as follows:

First resolution

The Sole Shareholder decrease the share capital of the Company by an amount of twenty-thousand Canadian dollars (CAD 20,000) from its current amount of twenty-thousand Canadian dollars (CAD 20,000) to 0.- by the redemption and

cancellation of twenty-thousand (20,000) shares representing all the issued shares of the Company and to perform a distribution to the Sole Shareholder for the same amount.

Second resolution

Subsequently to the first resolution, the Sole Shareholder increases the share capital with immediate effect by an amount of four hundred one thousand six hundred fifty Canadian dollars (CAD 401,650) to raise it from its present amount of 0.-, to an amount of four hundred one thousand six hundred fifty Canadian dollars (CAD 401,650), by the issue of four hundred one thousand six hundred fifty (401,650) new shares in the Company with a par value of one Canadian dollar (CAD 1) each.

Third resolution
Subscription - Payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, resolves to subscribe to three hundred ninety-six thousand six hundred fifty (396,650) new shares having a par value of one Canadian dollar (CAD 1) each, and to pay them in full by a contribution in cash amounting to nineteen million eight hundred thirty-two thousand five hundred Canadian dollars (CAD 19,832,500), it being understood that:

- an amount of one hundred ninety-eight thousand three hundred twenty-five Canadian dollars (CAD 198,325) shall be allocated to the share capital account of the Company related to the PESCs;
- an amount of one hundred ninety-eight thousand three hundred twenty-five Canadian dollars (CAD 198,325) shall be allocated to the share capital account of the Company related to the Ordinary Shares;
- an amount of thirty-nine thousand six hundred sixty-five Canadian dollars (CAD 39,665) shall be allocated to legal reserve of the Company;
- an amount of two million seven hundred fifty-six thousand seven hundred seventeen Canadian dollars and fifty cents (CAD 2,756,717.50) shall be allocated to the share premium account attached to the Ordinary Shares; and
- an amount of sixteen million six hundred thirty-nine thousand four hundred sixty-seven Canadian dollars and fifty cents (CAD 16,639,467.50) shall be allocated to the share premium account attached to PESCs.

The Sole Shareholder further resolves to approve the following subscription and full payment of the remaining share capital increase by: William Ketcham, residing at 452 39th Avenue East, Seattle, Washington 98112-5021, USA (the Contributor),

here represented by Dimitar Morarcoviev, avocat, whose professional address is 18-20 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given,

who declares that the Contributor (i) subscribes to five thousand (5,000) new shares, having a nominal value of one Canadian dollar (CAD 1) each and (ii) pays them up fully by a contribution in cash of two hundred fifty thousand Canadian dollars (CAD 250,000), it being understood that:

- an amount of two thousand five hundred Canadian dollars (CAD 2,500) shall be allocated to the share capital account of the Company related to the PESCs;
- an amount of two thousand five hundred Canadian dollars (CAD 2,500) shall be allocated to the share capital account of the Company related to the Ordinary Shares;
- an amount of five hundred Canadian dollars (CAD 500) shall be allocated to the legal reserve of the Company;
- an amount of two hundred ten thousand Canadian dollars (CAD 210,000) shall be allocated to the share premium account attached to the PESCs; and
- an amount of thirty-four thousand five hundred Canadian dollars (CAD 34,500) shall be allocated to the share premium account attached to Ordinary Shares.

The aggregate amount of twenty million eighty-two thousand five hundred Canadian dollars (CAD 20,082,500) shall be allocated as follows:

- an amount of two hundred thousand eight hundred twenty-five Canadian dollars (CAD 200,825) shall be allocated to the share capital account of the Company related to the PESCs;
- an amount of two hundred thousand eight hundred twenty-five Canadian dollars (CAD 200,825) shall be allocated to the share capital account of the Company related to the Ordinary Shares;
- an amount of forty thousand one hundred sixty-five Canadian dollars (CAD 40,165) shall be allocated to the legal reserve of the Company;
- an amount of two million seven hundred ninety-one thousand two hundred seventeen Canadian dollars and fifty cents (CAD 2,791,217.50) shall be allocated to the share premium account attached to the Ordinary Shares; and
- an amount of sixteen million eight hundred forty-nine thousand four hundred sixty-seven Canadian dollars and fifty cents (CAD 16,849,467.50) shall be allocated to the share premium account attached to the PESCs.

The amount of twenty million eighty-two thousand five hundred Canadian dollars (CAD 20,082,500) is at the disposal of the Company, and evidence of which has been shown to the undersigned notary.

After signature ne varietur by the authorised representative of the relevant contributor and the undersigned notary, each proxy will remain attached to this deed to be registered with it.

The Sole Shareholder resolves to record that, following the share capital increase, the shareholding in the Company is as follows:

Mill Road Capital LP	198,325.00 Ordinary Shares
	198,325.00 PESCs
William Ketcham	2,500.00 Ordinary Shares
	2,500.00 PESCs
Total:	200,825 Ordinary Shares
	200,825 PESCs

The Sole Shareholder and the Contributor are together referred to as the Shareholders.

Fourth resolution

The Shareholders create ordinary shares with a par value of one Canadian dollar (CAD 1) each (the Ordinary Shares) and preferred equity share certificates with a par value of one Canadian dollar (CAD 1) each (the PESCs).

Fifth resolution

The Shareholders convert two hundred thousand eight hundred twenty-five (200,825) common shares into Ordinary Shares and two hundred thousand eight hundred twenty-five (200,825) common shares into PESCs.

Sixth resolution

The Shareholders resolve to amend and fully restate the articles of association as follows:

“Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “PRT Luxembourg S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

- 4.1. The Company is formed for an unlimited duration.
- 4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several Shareholders.

I. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's share capital is represented by two hundred thousand eight hundred twenty-five (200,825) ordinary shares in registered form with a par value of one Canadian dollar (CAD 1) each (the Ordinary Shares), all subscribed and fully paid-up. The holder(s) of Ordinary Shares are hereinafter individually referred to as an Ordinary Shareholder and collectively to as the Ordinary Shareholders.

5.2. The Company's share capital is also represented by two hundred thousand eight hundred twenty-five (200,825) preferred equity share certificates with a par value of one Canadian dollar (CAD 1) each (the PESCs and together with the Ordinary Shares, the Shares), which are redeemable in accordance with these Articles. The holder(s) of PESCs are hereinafter individually referred to as a PESC Shareholder and collectively to as the PESC Shareholders.

5.3. The entire share capital thus amounts to four hundred one thousand six hundred fifty Canadian dollars (CAD 401,650).

5.4. The Company shall maintain a share premium reserve account for the PESCs (the PESCs Share Premium Reserve Account) in Canadian dollars (CAD), and there shall be recorded to such account, the amount or value of any premium paid up on the PESCs. Amounts so recorded to this share premium reserve account will constitute freely distributable reserves of the Company.

5.5. The Company shall maintain a share premium reserve account for the Ordinary Shares (the Ordinary Shares Share Premium Reserve Account) in Canadian dollars (CAD), and there shall be recorded to such account, the amount or value of any premium paid up on the Ordinary Shares. Amounts so recorded to this share premium reserve account will constitute freely distributable reserves of the Company.

5.6. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder (who can either be a PESC Shareholder or an Ordinary Shareholder or both) or, as the case may be, by the general meeting of shareholders of the Company, composed of the PESC Shareholders and the Ordinary Shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles. In case a PESC Shareholder is also an Ordinary Shareholder, he counts as one shareholder of the Company for the quorum requirements set forth by law.

Art. 6. Indivisibility and Transfer of Shares.

- 6.1. The Company's Shares are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per Share.
- 6.2. Shares are freely transferable among Shareholders.

Where the Company has a sole Shareholder, Shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one Shareholder, the transfer of Shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the Shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A Share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

Art. 7. Shareholders' register. A register of the Shareholders of the Company will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each Shareholder who so requests.

Art. 8. Redemption of Shares.

8.1. The Company may redeem its Shares to the extent permitted by these Articles and the Law on the basis of amounts available for distribution in accordance with article 17.6.

8.2. To the extent permissible by these Articles and the Law, on 11 December 2022 the Company must redeem all (but not some) of the PESCs outstanding on such date.

8.3. Subject to article 8.1, the Company may redeem all or some of the PESCs with at least six (6) calendar days prior written notice to each PESC Shareholder, setting out the proposed redemption date (which must be a Business Day) and the redemption consideration, including reasonable detail of calculations as against the requirements of article 8.4. (as the case may be). The Company shall redeem or acquire the PESCs ratably.

8.4. The PESC Shareholders, in consideration of a redemption of their PESCs by the Company under article 8.2 or article 8.3, shall be entitled to receive an amount (at the option of the PESC Shareholders, either in cash and/or in kind, in which case it will be in ordinary shares of the Company) equal to the sum of:

- (i) the PESC Investment Amount pro rata to the PESCs being redeemed or acquired; and
- (ii) the PESC Coupon Entitlement pro rata to the PESCs being redeemed or acquired; and
- (iii) the balance of the PESC Profit Account pro rata to the PESCs being redeemed or acquired, whereby the balance of the PESC Profit Account is determined on the assumption that the calendar day immediately preceding the resolution of the Shareholder(s) deciding on the redemption is a PESC Period End Date.

III. Management - Representation

Art. 9. Appointment and Removal of managers.

9.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the Shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be Shareholders.

9.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the Shareholders.

Art. 10. Board of managers.

If several managers are appointed, they shall constitute the Board (the Board). Such board may be composed of one or more class A managers and one or more class B managers, all of whom shall have the same authority with respect to the Company.

10.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the Shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

10.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least one Business Day in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board may validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and, in case there are class A and class B managers, in case at least one (1) class A manager and at least one (1) class B manager are present or represented. Resolutions of the Board shall be validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that, in case there are class A and class B managers, any resolution shall not validly be passed unless it is approved by at least one (1) class A manager and at least one (1) class B manager. The resolutions of the Board shall be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

10.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two managers and in case there are class A and class B managers, by the joint signatures of any class A manager and any class B manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 11. Sole manager.

11.1. If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

11.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

11.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 12. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 13. General meetings of Shareholders and Shareholders' written resolutions.

13.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the Shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (composed of the PESC Shareholders and the Ordinary Shareholders) (the General Meeting) or by way of written resolutions (the Shareholders' Written Resolutions).

(ii) Where resolutions are adopted by way of Shareholders Written Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the Shareholders. Shareholders Written Resolutions signed by all the Shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

13.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The Shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or Shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all Shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the Shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A Shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a Shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Written Resolutions are passed by Shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the Shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Written Resolutions, as the case may be, by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of Shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a Shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the Shareholders.

(ix) For the avoidance of doubt, in the event that a PESC Shareholder is also an Ordinary Shareholder, he counts as one Shareholder of the Company for the quorum requirement set forth by law.

Art. 14. Sole Shareholder.

14.1. Where the number of Shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder (who can either be a PESC Shareholder or an Ordinary Shareholder or both) exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

14.2. Any reference in the Articles to the Shareholders and the General Meeting or to Shareholders Written Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder (who can either be a PESC Shareholder or an Ordinary Shareholder or both) or the resolutions of the latter, as appropriate.

14.3. The resolutions of the sole shareholder (who can either be a PESC Shareholder or an Ordinary Shareholder or both) are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 15. Financial year and Approval of annual accounts.

15.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

15.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and Shareholders towards the Company.

15.3. Each shareholder (who can either be a PESC Shareholder or an Ordinary Shareholder or both) may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

15.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Written Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 16. Réviseurs d'entreprises.

16.1. The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

16.2. The Shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 17. Allocation of Profit and Loss.

17.1. General

The Company shall maintain:

(i) a legal reserve account (the Legal Reserve Account);

- (ii) a PESC profit account (the PESC Profit Account); and
- (iii) a general profit account (the General Profit Account), all to be kept in Canadian dollars (CAD).

17.2. Allocation of Losses

Any losses appearing from the profit and loss account adopted by the General Meeting shall be allocated as follows:

- (i) first, to the General Profit Account, if and to the extent this account shows a positive amount;
- (ii) second, the remaining balance, if any, to the PESC Profit Account, if and to the extent this account shows a positive amount; and
- (iii) third, the balance after the allocation pursuant to paragraphs (i) and (ii) above, if any, to the General Profit Account.

17.3. Allocation of Profits

For each financial year, all of the profit distributable by law shown in the annual accounts of the Company, which, for the avoidance of doubt, include the PESC Coupon Entitlement of that year (the Allocable Profit), must be allocated as follows:

- (i) first, an amount corresponding to 5% of the profit distributable by law shall be allocated to the Legal Reserve Account, until the aggregate amount allocated to the Legal Reserve Account is equal to 10% of the issued share capital of the Company;
- (ii) second, to the General Profit Account, if and to the extent this account shows a negative amount;
- (iii) third, with respect to any financial year, the PESC Coupon Entitlement that has not been fully allocated to the PESC Profit Account due to insufficient profits in any previous financial year shall be allocated to the PESC Profit Account;
- (iv) fourth, with respect to any financial year, the PESC Coupon Entitlement that has been allocated to the PESC Profit Account and which has thereafter been withdrawn from the PESC Profit Account due to allocation of losses under article 17.2. in a subsequent financial year shall be allocated to the PESC Profit Account;
- (v) fifth, with respect to any financial year, an amount equal to the PESC Coupon Entitlement for such financial year shall be allocated to the PESC Profit Account; and
- (vi) finally, the part of the profit remaining after the allocations pursuant to paragraph (i) to and including (v) shall be allocated to the General Profit Account.

17.4. Coupons

Subject to article 17.6., on each PESC Period End Date, the balance of the PESC Profit Account may be paid to the PESC Shareholder(s) as a dividend, calculated on the following basis:

- (i) in case of a final dividend: the balance of the PESC Profit Account (taking into account the reduction in the PESC Profit Account effected by any advance payment on dividends made to the PESC Shareholder);
- (ii) in the case of an advance payment on dividends made to the PESC Shareholder(s): the balance of the PESC Profit Account determined on the assumption that the calendar day immediately preceding the relevant PESC Period End Date is the end of a financial year.

17.5. Any distribution out of the Profit Accounts which is not contemplated by article 17.4. can only be made to the shareholders of the Company (comprising the PESC Shareholders and the Ordinary Shareholders) pursuant to a resolution of the General Meeting of Shareholders, it being understood, for the avoidance of doubt, that the PESC Shareholders shall not be entitled to any distributions except those made out of the PESC Profit Account.

17.6. Interim dividends

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the Board;
- (ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;
- (iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;
- (iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and
- (v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Shareholders must refund the excess to the Company.

Interim Dividends paid out of the PESC Profit Account may only be distributed to the PESC Shareholder(s).

17.7. The final dividend with respect to a financial year must be declared by a resolution of the General Meeting, taking into consideration any advance payment on dividends declared by the Board with respect to the same financial year.

17.8. Each Shareholder (who can either be a PESC Shareholder or an Ordinary Shareholder or both) who is entitled to receive a final dividend or, as the case may be, an advance payment on dividends may decide that said dividend shall accrue and be paid on a later date.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 18. Procedure.

18.1. The Company may be put into liquidation at any time, by a resolution of the Shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of Shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The Shareholders appoint one or several liquidators, who need not be Shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the Shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

18.2. Any assets remaining after payment of all of the Company's debts shall be applied as follows:

(i) first, to the PESC Shareholder(s), the PESC Investment Amount and the balance of the PESC Profit Account, whereby the balance of the PESC Profit Account is determined on the assumption that the calendar day immediately preceding the resolution of the Shareholder(s) provided for in article 18.1 is a PESC End Date;

(ii) second, to the Ordinary Shareholder(s), the paid up part on the Ordinary Shares;

(iii) third, to the Ordinary Shareholder(s), the remainder after the distributions pursuant to paragraphs (i) to (ii).

Upon liquidation, no distributions may be made to the Company in respect of Shares held by it.

18.3. After the liquidation has been completed, and the dissolution of the Company has occurred, the books and records of the Company shall be kept for the period prescribed by law by the person appointed for that purpose in the resolution of the General Meeting, to dissolve the Company. Where the General Meeting has not appointed such person, the liquidators shall do so.

VII. Definitions

Art. 19. The following capitalised terms used in these Articles shall have the following meaning. Articles has the meaning given in article 1.

Business Day means a day (other than a Saturday or Sunday or public holiday) on which commercial banks are generally open for business in Luxembourg.

Commencement Date means December 10, 2012.

Company has the meaning given in article 1.

General Profit Account has the meaning given in article 17.1.

Law has the meaning given in article 1.

Legal Reserve Account has the meaning given in article 17.1.

Ordinary Shareholder(s) has the meaning given in article 5.1.

Ordinary Shares has the meaning given in article 5.1.

Ordinary Shares Share Premium Reserve Account has the meaning given to it in article 5.5.

PESCs has the meaning given in article 5.2.

PESC Coupon Entitlement means, an annual return, with respect to any PESC Coupon Period, equal to 8% on the PESC Investment Amount.

PESC Coupon Period means the period:

(i) starting on (and including) the Commencement Date or a PESC Period End Date; and

(ii) ending on (but not including) the next PESC Period End Date, based on a year of 365 days and the number of whole days in the relevant PESC Coupon Period.

PESC Investment means any and all loans granted by the Company to affiliated companies.

PESC Investment Amount means the sum of:

(i) the nominal value of each PESC multiplied by the number of PESCs on issue; and

(ii) the balance of the PESC Share Premium Reserve Account.

PESC Period End Date means:

(i) December 31 of each year occurring before the date specified in article 8.2; and

(ii) each date of redemption of PESCs by the Company pursuant to article 8.2 and article 8.3,

or, if such date is not a Business Day, the next Business Day (unless that day falls in the following financial year, in which case the PESC Period End Date ends on the previous Business Day).

PESC Profit Account has the meaning given to it in article 17.1.

PESC Shareholder(s) has the meaning given in article 5.2.

PESCs Share Premium Reserve Account has the meaning given to it in article 5.4.

Profit Accounts means the PESC Profit Account and the General Profit Account.

Shareholders has the meaning given in article 5.2.

Shares has the meaning given in article 5.2.

VIII. General provisions

Art. 20. Notices and Communications. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Written Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

Art. 21. Powers of attorney. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

Art. 22. Signatures. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Written Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

Art. 23. Governing Law. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of the Law, any agreement entered into by the Shareholders from time to time.”

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2013.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this deed are estimated at approximately EUR 5,500.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le dix décembre.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Mill Road Capital LP, un limited partnership constitué selon les lois du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 382 Greenwich Avenue, Suite 1, Greenwich, CT 06830, Etats-Unis d'Amérique, immatriculé auprès du Secretary of State, State of Delaware, Division of Corporations, sous le numéro 20-5432103 (l'Actionnaire Unique),

agissant par l'intermédiaire de son associé commandité Mill Road Capital G.P. LLC, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 382 Greenwich Avenue, Suite 1, Greenwich, CT 06830, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Secretary of State, State of Delaware, Division of Corporations, sous le numéro.

représenté par M^e Dimitar Morarcaliev, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'Actionnaire Unique réduit le capital social de la Société d'un montant de vingt-mille Dollars canadiens (CAD 20.000) pour le faire passer d'un montant de vingt-mille Dollars canadiens (CAD 20.000) à 0,- par le rachat et l'annulation de vingt mille (20,000) parts sociales représentant l'entière de parts sociales émises par la Société et de le distribuer à l'Actionnaire Unique pour le même montant.

Deuxième résolution

Subséquent à la première résolution, l'Associé Unique décide d'augmenter avec effet immédiat le capital social d'un montant de quatre cent un mille six cent cinquante Dollars canadiens (CAD 401.650) pour l'augmenter de son montant actuel de 0,- au montant de quatre cent un mille six cent cinquante Dollars canadiens (CAD 401.650) par

l'émission de quatre cent un mille six cent cinquante (401.650) parts sociales nouvelles de la société ayant une valeur nominale d'un Dollar canadien (CAD 1) chacune.

Troisième résolution
Souscription - Paiement

L'Actionnaire Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, souscrit à trois cent quatre-vingt-seize mille six cent cinquante (396.650) parts sociales nouvelles ayant une valeur nominale d'un Dollars Canadien (CAD 1) chacune, en les payant par un versement en espèce se montant à dix-neuf millions huit cent trente-deux mille cinq-cents Dollars canadiens (CAD 19.832.500), en affectant ce montant de la façon suivante:

- un montant de cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent vingt-cinq Dollars canadiens (CAD 198.325) sera alloué au capital social de la Société lié au PESCs;
- un montant de cent quatre-vingt-dix-huit mille trois cent vingt-cinq Dollars canadiens (CAD 198.325) sera alloué au capital social de la Société lié au Parts Sociales Ordinaires;
- un montant de trente-neuf mille six cent soixante-cinq Dollars canadiens (CAD 39.665) sera alloué à la réserve légale de la Société;
- un montant de deux millions sept cent cinquante-six mille sept cent dix-sept Dollars canadiens et cinquante cents (CAD 2.756.717,50) sera alloué à la prime d'émission liée aux Parts Sociales Ordinaires; et
- un montant de seize millions six cent trente-neuf mille quatre cent soixante-sept Dollars canadiens et cinquante cents (CAD 16.639.467,50) sera alloué à la prime d'émission liée aux Parts Sociales Ordinaires.

L'Actionnaire Unique décide par la suite d'approuver la souscription et le paiement en entier du restant du capital social augmenté par William Ketcham, résidant au 452 39th Avenue East, Seattle, Washington 98112-5021, USA (le Contributeur),

représenté ici par Dimitar Morarcaliev, avocat, résident professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

qui déclare que le Contributeur (i) souscrit à cinq mille (5.000) parts sociales nouvelles, ayant une valeur nominale d'un Dollars canadien (CAD 1) chacune et (ii) paie les nouvelles parts sociales en entier par une contribution en espèce de deux-cent cinquante mille Dollars canadiens (CAD 250.000), en affectant ce montant de la façon suivante:

- un montant de deux mille cinq-cents Dollars canadiens (CAD 2.500) sera alloué au capital social de la Société lié au PESCs;
- un montant de deux mille cinq-cents Dollars canadiens (CAD 2.500) sera alloué au capital social de la Société lié au Parts Sociales Ordinaires;
- un montant de cinq cents Dollars canadiens (CAD 500) sera alloué à la réserve légale de la Société;
- un montant de trente-quatre mille cinq cents Dollars canadiens (CAD 34.500) sera alloué à la prime d'émission liée aux Parts Sociales Ordinaires; et
- un montant de deux cent dix mille Dollars canadiens (CAD 210.000) sera alloué à la prime d'émission liée aux PESCs.

Le montant total de vingt millions quatre-vingt-deux mille cinq cents Dollars canadiens (CAD 20.082.500) sera alloué de la sorte:

- un montant de deux cents mille huit cent vingt-cinq Dollars canadiens (CAD 200.825) sera alloué au capital social de la Société lié aux PESCs;
- un montant de deux cents mille huit cent vingt-cinq Dollars canadiens (CAD 200.825) sera alloué au capital social de la Société lié au Parts Sociales Ordinaires;
- un montant de quarante mille cent soixante-cinq Dollars canadiens (CAD 40.165) sera alloué à la réserve légale de la Société;
- un montant de deux millions sept cent quatre-vingt-onze mille deux cent dix-sept Dollars canadiens et cinquante cents (CAD 2.791.217,50) sera alloué à la prime d'émission liée aux Parts Sociales Ordinaires; et
- un montant de seize millions huit cent quarante-neuf mille quatre cent soixante-sept Dollars canadiens et cinquante cents (CAD 16.849.467,50) sera alloué à la prime d'émission liée aux PESCs.

Le montant de vingt millions quatre-vingt-deux mille cinq cents Dollars canadiens (CAD 20.082.500) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Après avoir signé ne varietur par le représentant autorisé de chacun des contributeurs et le notaire instrumentant, chaque certificat sera attachée en vue de son enregistrement.

L'Actionnaire unique décide de constater que, suite à l'augmentation de capital social, le capital social de la Société est détenu comme suit:

Mill Road Capital LP	198.325,00 Parts Sociales Ordinaires 198.325,00 PESCs
William Ketcham	2.500,00 Parts Sociales Ordinaires 2.500,00 PESCs
Total:	200.825 Parts Sociales Ordinaires 200.825 PESCs

L'Associé Unique et le Contributeur sont collectivement dénommés les Actionnaires.

Quatrième résolution

Les Actionnaires décident de créer des parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un Dollars canadien (CAD 1) chacune (les Parts Sociales Ordinaires) et des certificats de parts sociales privilégiées d'une valeur nominale d'un Dollars canadien (CAD 1) chacun (les PESCs).

Cinquième résolution

Les Actionnaires décident de convertir deux-cents mille huit cent vingt-cinq (200.825) parts sociales communes en Parts Sociales Ordinaires et convertir deux-cents mille huit cent vingt-cinq (200.825) parts sociales communes en PESCs.

Sixième résolution

Les Actionnaires décident de modifier et remanier en totalité les statuts de la Société de la manière suivante:

«I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Dénomination. Le nom de la société est "PRT LUXEMBOURG S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est représenté par deux cents mille huit cent vingt-cinq (200.825) parts sociales ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune (les Parts Sociales Ordinaires), toutes souscrites et entièrement libérées. Le(s) détenteur(s) de Parts Sociales Ordinaires est/sont désigné(s) ci-après, individuellement comme l'Associé Ordinaire et collectivement comme les Associés Ordinaires.

5.2. Le capital social de la Société est également représenté par deux cents mille huit cent vingt-cinq (200,825) certificats de parts sociales privilégiées d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacun (les PESC's et ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires, les Parts Sociales), rachetables conformément aux présents Statuts. Le(s) détenteur(s) de PESC's est/sont désigné(s) ci-après, individuellement comme l'Associé PESC et collectivement comme les Associés PESC. Le(s) Associé(s) Ordinaire(s) et le(s) Associé(s) PESC sont désigné(s) ci-après collectivement comme les Associés.

5.3. La totalité du capital social s'élève donc à quatre cent un mille six cent cinquante Dollars Canadiens (CAD 401.650).

5.4. La Société maintiendra un compte de réserve de prime d'émission pour les PESC's (le Compte de Réserve de Prime d'Emission PESC) en Dollars Canadiens (CAD), et sera enregistré sur ce compte le montant ou la valeur de toute prime libérée pour les PESC's. Les montants ainsi inscrits sur ce compte de réserve de prime d'émission constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

5.5. La Société maintiendra un compte de réserve de prime d'émission pour les Parts Sociales Ordinaires (le Compte de Réserve de Prime d'Emission Parts Sociales Ordinaires) en Dollars canadiens (CAD), et sera enregistré sur ce compte, le montant ou la valeur de toute prime libérée pour les Parts Sociales Ordinaires. Les montants ainsi inscrits sur ce compte de réserve de prime d'émission constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

5.6. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'associé unique (qui peut être soit un Associé PESC ou un Associé Ordinaire ou les deux) ou, selon le cas, de l'assemblée générale des associés, composée d'Associés PESC et d'Associés Ordinaires, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. Au cas où un Associé PESC est aussi un Associé Ordinaire, il compte comme un seul Associé de la Société pour le quorum requis par la loi.

Art. 6. Indivisibilité et Transfert des Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 7. Registre des Parts Sociales. Un registre des associés est tenu au siège social en accord avec les dispositions de la Loi et peut être consulté à la demande de chaque associé.

Art. 8. Rachat de Parts Sociales.

8.1. La Société peut acquérir ou racheter ses propres Parts Sociales dans les limites prévues par les Statuts et la Loi sur base des montants distribuables disponibles conformément à l'article 17.6.

8.2. Dans les limites permises par les Statuts et la Loi, le 11 décembre 2022, la Société devra racheter tous (mais pas quelques uns) les PESC's encore en circulation à cette date.

8.3. Sous réserve de l'article 8.1, la Société peut racheter les PESC's sur avis préalable écrit d'au moins six (6) jours calendaires adressé à chaque Associé PESC, fixant la date de rachat proposée (qui doit être un Jour Ouvrable) et le prix de rachat avec un détail raisonnable des calculs tels que requis par l'article 8.4. (le cas échéant). La Société rachètera ou acquerra les PESC's proportionnellement.

8.4. Les Associés PESC, en contrepartie d'un rachat de leurs PESC's par la Société conformément à l'article 8.2. ou l'article 8.3, auront le droit de percevoir un montant (selon le choix des Associés PESC, en espèce et/ou en nature auquel cas ce seront des Parts Sociales Ordinaires de la Société) égal à la somme:

(i) du Montant de l'Investissement PESC proportionnellement aux PESC's qui sont rachetés ou acquis; et

(ii) le Droit au Coupon PESC proportionnellement aux PESC's rachetés ou acquis; et

(iii) le surplus du Compte de Profit PESC proportionnellement aux PESC's qui sont rachetés ou acquis, d'où le surplus du Compte de Profit PESC est déterminé en supposant que le jour calendaire qui précède immédiatement la résolution de l'Associé ou des Associés(s) décidant du rachat est une Date de Fin de Période PESC.

III. Gestion - Représentation

Art. 9. Nomination et Révocation des gérants.

9.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

9.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 10. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil). Ce Conseil peut être composé par un ou plusieurs gérant de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B qui, chacun, auront les mêmes pouvoirs en ce qui concerne la Société

10.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

10.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins un Jour Ouvrable à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et au cas où il y a des gérants de classe A et des gérants de classe B, au minimum un gérant de classe A et un gérants de classe B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, pour autant qu'un gérant de classe A et un gérant de classe B fasse partie de la majorité au cas où il y a des gérants de classe A et des gérants de classe B. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

10.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux gérants et, au cas où il a des gérants de classe A et des gérants de classe B, par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 11. Gérant unique.

11.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

11.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

11.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 12. Responsabilité des gérants.

12.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 13. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

13.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (composée des Associés PESC et des Associés Ordinaires) (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

13.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(ix) En tout état de cause, au cas où un Associé PESC est également un Associé Ordinaire, il compte comme un Associé pour les exigences de quorum fixées par la loi.

Art. 14. Associé unique.

14.1. Lorsque le nombre des Associés est réduit à un (1), l'associé unique (qui peut être soit un Associé PESC ou un Associé Ordinaire ou les deux) exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

14.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet associé unique (qui peut être soit un Associé PESC ou un Associé Ordinaire ou les deux) ou aux résolutions de ce dernier.

14.3. Les résolutions de l'associé unique (qui peut être soit un Associé PESC ou un Associé Ordinaire ou les deux) sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 15. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

15.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

15.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de résultats, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

15.3. Chaque associé (qui peut être soit un Associé PESC ou un Associé Ordinaire ou les deux) peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

15.4. Le bilan et le compte de résultats sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 16. Réviseurs d'entreprises.

16.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

16.2. Les Associés nomment les réviseurs d'entreprises, le cas échéant, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises sont rééligibles.

Art. 17. Affectation des bénéfices et des pertes.

17.1. Général

La Société maintiendra:

- (i) un compte de réserve légale (le Compte de Réserve Légale);
 - (ii) un compte de profits PESC (le Compte de Profits PESC); et
 - (iii) un compte général de profits (le Compte Général de Profits)
- tous exprimés en Dollars canadiens (CAD).

17.2. Affectation des Pertes

Les pertes de la Société reprises dans le compte de pertes et profits adopté par l'Assemblée Générale seront affectées de la manière suivante:

- (i) premièrement, sur le Compte Général de Profits, si et dans la mesure où ce compte présente un solde positif;
- (ii) deuxièmement, le solde restant après l'affectation prévue au paragraphe (i) ci-dessus, sera, le cas échéant, affecté sur le Compte de Profits PESC dans la mesure où ce compte présente un solde positif; et
- (iii) troisièmement, le montant restant après l'affectation prévue aux paragraphes (i) et (ii) ci-dessus sera, le cas échéant, affecté sur le Compte Général de Profits.

17.3. Affectation des Bénéfices

A chaque exercice social, la totalité des bénéfices distribuables selon la loi, mentionnés dans les comptes annuels de la Société, qui, en tout état de cause, comprendront le Droit au Coupon PESC de l'exercice en question (le Bénéfice Allouable), doit être affecté aux Comptes de Profits mentionné à l'article 17.1 dans l'ordre suivant:

- (i) premièrement, un montant correspondant à 5% des bénéfices distribuables selon la loi sera affecté au Compte de Réserve Légale, jusqu'à ce que le montant total affecté au Compte de Réserve Légale atteigne 10% du capital social émis de la Société; et
- (ii) deuxièmement au Compte de Profit Général si et dans la mesure où ce compte montre un montant négatif;
- (iii) troisièmement, pour tout exercice social, le Droit au Coupon PESC qui n'a pas été pleinement affecté au Compte de Profits PESC, en raison de bénéfices insuffisants lors d'exercices sociaux précédents, sera affecté au Compte de Profits PESC; et
- (iv) quatrièmement pour tout exercice social, le Droit au Coupon PESC qui a été affecté au Compte de Profits PESC et qui a ensuite été retiré du Compte de Profits PESC en raison de l'affectation des pertes selon l'article 17.2 lors d'un exercice social suivant, sera affecté au Compte de Profits PESC; et
- (v) cinquièmement, pour tout exercice social, un montant équivalent au Droit au Coupon PESC pour l'exercice social concerné sera affecté au Compte de Profits PESC; et
- (vi) finalement, le solde du bénéfice après les affectations en vertu des paragraphes (i) à (v) inclus sera affecté au Compte Général de Profits.

17.4. Coupons

Sous réserve de l'article 17.6., à chaque Date de Fin de Période PESC, le solde du Compte de Profits PESC peut être payé à l'Associé PESC / aux Associés PESC sous forme de dividende, calculé comme suit:

- (i) en cas de dividende final: le solde du Compte de Profits PESC (en tenant compte de la réduction du Compte de Profits PESC réalisée par les avances sur paiement de dividendes faits à l'Associé PESC);
- (ii) dans l'hypothèse d'un versement d'acomptes sur dividendes fait à l'Associé ou aux Associés PESC: le solde du Compte de Profits PESC déterminé en supposant que le jour calendaire précédant immédiatement la Date de Fin de Période PESC concernée est la fin d'un exercice social.

17.5. Toute distribution par prélèvement sur les Comptes de Profits qui n'est pas prévue par l'article 17.4. peut uniquement être faite aux Associés (comprenant les Associés PESC et les Associés Ordinaires) en vertu d'une résolution de l'Assemblée Générale des Associés, étant entendu que, pour éviter tout doute, les Associés PESC ne doivent pas avoir droit à des distributions autre que celles venant du Compte de Profit PESC.

17.6. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil de Gérance;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (incluant la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par les Associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et
(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les Associés doivent reverser l'excédent à la Société.

Les dividendes intérimaires payées à partir du Compte de Profits PESC peuvent uniquement être distribués aux Associés PESC.

17.7. Le dividende final d'un exercice social doit être déclaré par une résolution de l'Assemblée Générale en tenant compte de tout versement d'acomptes sur dividendes déclarés par le Conseil pour le même exercice social.

17.8. Chaque Associé (qui peut être soit un Associé PESC ou un Associé Ordinaire ou les deux) autorisé à percevoir un dividende final ou, le cas échéant, le paiement d'un acompte sur dividendes peut décider que ledit dividende courra et sera payé à une date ultérieure.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 18. Procédure.

18.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée avec le consentement de la majorité (en nombre) des Associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les Associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des Associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

18.2. Tous les actifs restants après le paiement de toutes les dettes de la Société seront répartis comme suit:

(i) premièrement, à l'Associé ou aux Associés PESC, le Montant de l'Investissement PESC et le solde du Compte de Profits PESC, le solde du Compte de Profits PESC étant déterminé en supposant que le jour calendaire précédant immédiatement la résolution de(s) l'Associé(s) prévue à l'article 8.1. est une Date de Fin PESC;

(ii) deuxièmement, à l'Associé ou aux Associés Ordinaires, la part libérée sur les Parts Sociales Ordinaires;

(iii) troisièmement, à l'Associé ou aux Associés Ordinaires, le solde restant après les distributions conformément aux paragraphes (i) à (ii).

Pendant la liquidation, aucune distribution ne pourra être faite à la Société concernant les Parts Sociales qu'elle détient en trésorerie.

18.3. Après la réalisation de la liquidation, les livres et registres de la Société seront conservés pendant la période prescrite par la loi par la personne désignée à cet effet dans la résolution de l'Assemblée Générale prononçant la dissolution de la Société. Si l'Assemblée Générale n'a désigné personne, les liquidateurs s'en chargeront.

VII. Définitions

Art. 19. Les termes suivants en majuscule utilisés dans les présents Statuts auront les significations suivantes. Statuts a la signification qui lui est conférée à l'article 1.

Jour Ouvrable signifie un jour (autre qu'un samedi, dimanche ou un jour férié) où les banques commerciales sont généralement ouvertes à Luxembourg.

Date de Début signifie le 11 décembre 2012.

Société a la signification qui lui est conférée à l'article 1.

Compte Général de Profits a la signification qui lui est conférée à l'article 17.1.

Loi a la signification qui lui est conférée à l'article 1.

Compte de Réserve Légale a la signification qui lui est conférée à l'article 17.1.

Associé(s) Ordinaire(s) a la signification qui lui est conférée à l'article 5.1.

Parts Sociales Ordinaires a la signification qui lui est conférée à l'article 5.1.

Compte de Réserve de Prime d'Emission Parts Sociales Ordinaires a la signification qui lui est conférée à l'article 5.5.

PESCs a la signification qui lui est conférée à l'article 5.2.

Droit au Coupon PESC signifie, concernant toute Période de Coupon PESC, un rendement annuel égal à 8% sur le Montant de l'Investissement PESC.

Période de Coupon PESC signifie la période:

(i) qui débute à (et comprenant) la Date de Début ou une Date de Fin de Période PESC; et

(ii) qui prend fin à (mais non compris) la prochaine Date de Fin de Période PESC; basée sur une année de 365 jours et le nombre de jours entiers dans la Période de Coupon PESC concernée.

Montant de l'Investissement PESC signifie la somme de:

(i) la valeur nominale de chaque PESC multipliée par le nombre de PESCs émis; et

(ii) le solde du Compte de Réserve de Prime d'Emission PESC.

Date de Fin de Période PESC signifie:

(i) le 31 décembre de chaque année arrivant avant la date mentionnée à l'article 8.2.; et

(ii) chaque date de rachat des PESCs par la Société en vertu de l'article 8.2. et de l'article 8.3.,

ou si cette date n'est pas un Jour Ouvrable, le Jour Ouvrable suivant (à moins que ce jour tombe dans l'exercice social suivant, auquel cas la Date de Fin de Période PESC prend fin le Jour Ouvrable précédent).

Compte de Profits PESC a la signification qui lui est conférée à l'article 17.1.

Associé(s) PESC a la signification qui lui est conférée à l'article 5.2.

Compte de Réserve de Prime d'Emission PESC a la signification qui lui est conférée à l'article 5.4.

Comptes de Profits signifie le Compte de Profits PESC et le Compte Général de Profits.

Associés a la signification qui lui est conférée à l'article 5.2.

Parts Sociales a la signification qui lui est conférée à l'article 5.2.

VIII. Dispositions générales

Art. 2. Notices et Communications. Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, fax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

Art. 3. Procurations. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

Art. 4. Signatures. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et même document.

Art. 5. Loi applicable. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.»

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2013.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait du présent acte s'élèvent approximativement à EUR 5.500.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: D. MORARCALIEV et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 décembre 2012. Relation: LAC/2012/60232. Reçu soixante-quinze euros. (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Référence de publication: 2013015979/888.

(130018883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Helvetic Clinics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 174.796.

— STATUTS

L'an deux mille douze, le vingt-huit décembre.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Mademoiselle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en tant que mandataire de:

1- Monsieur Pierre CHAKER, demeurant au 62 Chemin de la maille, 1217 Meyrin (Suisse), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 21 décembre 2012,

2- Monsieur Jean-François EMPAIN, demeurant au 24 Chemin des Chèvres, 1292 Chambésy (Suisse), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 18 décembre 2012,

3- Monsieur Etienne MOUTHON, demeurant au 23, Chemin des Tattes, 1222 Vérenaz, (Suisse), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 21 décembre 2012.

Lesquelles procurations après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes, pour les besoins de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme ci-avant, ont requis du notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer par les présentes:

Chapitre I^{er} . - Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une Société sous forme de société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts.

La Société Anonyme adopte la dénomination «HELVETIC CLINICS S.A.»

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré dans tout autre endroit de la commune par une résolution du conseil d'administration.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet. La société a pour objet: la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière et encore l'acquisition de brevets et de marques de fabrique et la concession de licences, l'acquisition de biens meubles et immeubles, leur gestion et leur mise en valeur.

Elle peut en outre accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, ainsi qu'à des tiers tous concours ou toute assistance financière, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

Elle peut en outre effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières et prêter tous services tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et encore accomplir toutes autres opérations à favoriser l'accomplissement de son objet social.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par une décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les mêmes conditions que pour la modification des présents statuts.

Chapitre II. - Capital, Actions

Art. 5. Capital Social. La Société a un capital social émis de cent mille euros (100,000.- EUR), divisé en mille (1.000) actions d'une valeur nominale de cent euro (100,- EUR) chacune.

Art. 6. Actions. Les actions sont soit nominatives soit au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception des actions pour lesquelles la loi prévoit la forme nominative. La Société pourra émettre des certificats d'actions multiples.

Chapitre III. - Conseil d'administration, Commissaire aux comptes

Art. 7. Conseil d'Administration. La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs seront élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de l'assemblée générale.

En cas de vacance d'un ou de plusieurs administrateurs pour cause de décès, démission ou toute autre cause, il sera pourvu à leur remplacement par les administrateurs restants conformément aux dispositions de la loi. Dans ce cas, l'assemblée générale des actionnaires ratifiera la nomination à sa prochaine réunion.

Art. 8. Réunions du Conseil d'Administration. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Il pourra également nommer un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être administrateur, qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président. Une réunion du conseil doit être convoquée si deux administrateurs le demandent.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et toutes les réunions du conseil d'administration, mais en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration désignera à la majorité des membres présents un autre administrateur pour présider la réunion.

Convocation écrite de toute réunion du conseil d'administration sera donné par lettre ou télex à tous les administrateurs au moins 48 heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation de la réunion. La convocation indiquera le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit ou par câble, télégramme, par e-mail, ou télécopieur de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une annexe préalablement adoptée par une résolution du conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télécopieur, e-mail ou visioconférence un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de la réunion.

En cas d'urgence, une décision écrite, signée par l'ensemble des administrateurs, est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du conseil d'administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un seul écrit ou par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs administrateurs.

Art. 9. Procès-verbaux des Réunions du Conseil d'Administration. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration seront signés par le président de la réunion et par tout autre administrateur. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président du conseil d'administration.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'assemblée générale des actionnaires par la loi ou les présents statuts sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut décider de constituer un ou plusieurs comités dont les membres seront administrateurs ou non. En pareille hypothèse le conseil d'administration devra nommer les membres de ce(s) comité(s) et déterminer leurs pouvoirs.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres personnes qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions spécifiques permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

Art. 12. Représentation de la Société. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature individuelle de la personne à laquelle la gestion journalière de la Société a été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par les signatures de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué dans le cadre d'un mandat par le conseil d'administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 13. Commissaire aux Comptes. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs seront élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment avec ou sans motif par l'assemblée générale.

Chapitre IV. - Assemblée générale des actionnaires

Art. 14. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Actionnaires. Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires. Sous réserve des dispositions de l'article 10 précité, elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes en relation avec les activités de la Société.

Art. 15. Assemblée Générale Annuelle. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocations le deuxième vendredi du mois de mai chaque année à 11h00.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 16. Autres Assemblées Générales. Le conseil d'administration ou le commissaire aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social le demandent.

Les assemblées générales, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil d'administration.

Art. 17. Procédure, Vote. Les assemblées générales seront convoquées conformément aux conditions fixées par la loi.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée générale, celle-ci peut se tenir sans convocations préalables.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées générales en désignant par écrit ou par câble, télégramme, par e-mail ou télécopieur un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Le conseil d'administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales.

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix.

Sauf dispositions contraires de la loi, les résolutions sont prises quel que soit le nombre d'actions représentées, à la majorité simple.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée générale à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Chapitre V. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 18. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour de janvier et finit le dernier jour de décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Au moins un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle, il soumet ces documents, ensemble avec un rapport sur les activités de la Société, au commissaire aux comptes qui établira son rapport contenant son commentaire sur ces documents.

Art. 19. Affectation des Bénéfices. Sur les bénéfices annuels nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que cette réserve légale atteindra le dixième (10%) du capital social souscrit de la Société.

Sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation des bénéfices annuels nets restant. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un ou plusieurs comptes de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année fiscale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Le conseil d'administration déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Chapitre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 20. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification de ces statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la société, soit par anticipation, soit à l'échéance du terme, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Chapitre VII. - Loi applicable

Art. 21. Loi applicable. La loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par les articles 26, 26-3, 26-5 et s'il y a lieu 26-1, paragraphe 2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Dispositions transitoires

- 1.- Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et sera clos au 31 décembre 2013.
- 2.- La première assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra en 2014.

Souscription et Libération

Les mille (1.000) actions ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Jean François EMPAIN, prénommée,	475
2) Monsieur Pierre CHAKER, prénommée,	475
3) Monsieur Etienne MOUTHON, prénommée,	50
Total:	1.000

Toutes les actions sont intégralement libérées par apport en numéraire, de sorte que la somme de cent mille euros (100.000,-EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est estimé à environ mille quatre cents euros (1.400,- EUR).

Décisions des actionnaires

Les actionnaires agissant comme ci-avant, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, ont pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4) et le nombre des commissaires aux comptes à (1).
2. Sont nommés administrateurs de la société:
 - Monsieur Jean-François EMPAIN, prénommé, né le 5 juin 1964 à Boulogne-Billancourt (France), demeurant au 24 Chemin des Chèvres, 1292 Chambésy (Suisse).
 - Monsieur Franz BONDY, prénommé, né le 20 juillet 1955 à Berlin, en Allemagne, demeurant professionnellement au 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg,
 - Monsieur Etienne MOUTHON, prénommé, né le 27 février 1966 à Paris, demeurant au 23, Chemin des Tattes, 1222 Vézenaz (Suisse),
 - Monsieur Pierre CHAKER, prénommé, né le 29 juin 1963, à Ras-Beyrouth, au Liban, demeurant au 62 Chemin de la maille, 1217 Meyrin (Suisse).

Leur mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société en 2017.

3. Est nommé commissaire aux comptes:

«ISOSTRESS» une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 29, rue Joseph Hansen, L-1716, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B128503.

Son mandat expirera à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société en 2017.

4. Le siège social de la Société est fixé au 8 rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

Réunion du conseil d'administration

Ensuite, les administrateurs se sont ensuite réunis en conseil d'administration et ont pris les décisions suivantes:

1. Est nommé Président du conseil d'administration:

Monsieur Pierre CHAKER, prénommé.

Son mandat expirera à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société en 2017.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la requête du bureau de l'Assemblée, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Lecture du présent acte ayant été faite à la mandataire des comparants, connue du notaire instrumentant, celle-ci a signé ensemble avec le notaire, le présent acte.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède

In the year two thousand and twelve, on the twenty-eight day of December 2012.

Before Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mrs Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally in Luxembourg, acting as proxyholder of:

1.- Mr Pierre CHAKER, residing at 62 Chemin de la maille, 1217 Meyrin, Switzerland, by virtue of proxy given under private seal o, December 21st 2012,

2.- Mr Jean François EMPAIN, residing at 24 Chemin des Chèvres, 1292 Chambésy, Switzerland, by virtue of proxy given under private seal o, December 18th 2012,

3.- Mr Etienne MOUTHON residing at 23, Chemin des Tattes, 1222 Vézenaz, Switzerland, by virtue of proxy given under private seal o, December 21st 2012.

Said proxies after having been initialled "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

Such appearing parties, represented as fore-said, have requested the notary to inscribe as follows the Articles of Association of a société anonyme, which it forms hereafter:

Chapter I. - Form, Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter created a Company in the form of a société anonyme which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present Articles of Incorporation.

The public limited liability Company will exist under the name of «HELVETIC CLINICS S.A.»

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in Luxembourg-City.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality by a resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures will have no effect on to nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company.

Art. 3. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the acquisition of patents and trademarks and the grant of license, the acquisition of movables and immovable properties, as well as their management, control and development.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgages, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies.

The Company may borrow with or without interests in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures by way of private placement.

The Company may carry out any other financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly and any transactions with respect to real estate or movable property connected with its objects and other related services in Luxembourg or abroad.

The Company may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any moment by a decision of the general meeting of shareholders resolving in the same manner as for the amendment of these articles of incorporation.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Corporate Capital. The Company has an issued capital of one hundred thousand euro (EUR 100,000.-), divided into one thousand (1,000) shares with a par value of one hundred euro (EUR 100)

Art. 6. Shares. The shares will be either in the form of registered or in the form of bearer shares, at the option of shareholders, with the exception of those shares for which the law prescribes the registered form.

The Company may issue multiple share certificates.

Chapter III. - Board of Directors, Statutory Auditor

Art. 7. Board of Directors. The Company shall be administered by a board of directors composed of at least three members who need not be shareholders.

The directors shall be elected by the shareholders' meeting, which shall determine their number, for a period not exceeding six years, and they shall hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting.

In the event of one or more vacancies in the board of directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect to fill such vacancy in accordance with the provisions of law. In this case the general meeting of the shareholders ratifies the election at its next meeting.

Art. 8. Meetings of the Board of Directors. The board of directors elects from among its members a chairman. It may as well appoint a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman. A meeting of the board must be convened if any two directors so require.

The chairman shall preside at all general meetings of shareholders and of the board of directors, but in his absence the general meeting or the board of directors will appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting.

Written notices of any meeting of the board of directors will be given by letter or by telex to all directors at least 48 hours in advance of the day set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances will be set forth in the notice of meeting. The notice indicates the place and agenda for the meeting.

This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex, telefax, e-mail or Visio conference of each director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax another director as his proxy.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of directors are present or represented.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

In case of emergency, a written decision, signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of directors which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content, each signed by one or several director(s).

Art. 9. Minutes of the Meetings of the Board of Directors. The minutes of any meeting of the board of directors will be signed by the chairman of the meeting and by any other director. The proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which are produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board of directors.

Art. 10. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law or by the present articles of incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

The board of directors may decide to set up one or more committees whose members may but need not be directors. In that case the board of directors shall appoint the members of such committee(s) and determine its powers.

Art. 11. Delegation of Powers. The board of directors may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more directors, officers, executives, employees or other persons who may but need not be shareholders, or delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Art. 12. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two directors or by the individual signature of the person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any persons to whom signatory power has been delegated by the board but only within the limits of such power.

Art. 13. Statutory Auditor. The Company is supervised by one or more statutory auditors, who need not be shareholders.

The statutory auditors shall be elected by the shareholders' meeting, which shall determine their number, for a period not exceeding 6 years, and they shall hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting.

Chapter IV - General meeting of shareholders

Art. 14. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders. Subject to the provisions of article 10 above, it has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 15. Annual General Meeting. The annual general meeting shall be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the second Friday of the month of May yearly at 11:00 am.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. Other General Meetings. The board of directors or the statutory auditor may convene other general meetings. Such meetings must be convened if shareholders representing at least one fifth of the Company's capital so require.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the board of directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 17. Procedure, Vote. Shareholders' meetings are convened by notice made in compliance with the provisions of law.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax as his proxy another person who need not be a shareholder.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a shareholders' meeting.

Each share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law.

Except as otherwise required by law, resolutions will be taken irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board or by any two directors.

Chapter V. - Fiscal Year, Allocation of Profits

Art. 18. Fiscal Year. The Company's accounting year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

The board of directors draws up the balance sheet and the profit and loss account. It submits these documents, together with a report on the operations of the Company, at least one month before the date of the annual general meeting to the statutory auditor who will make a report containing his comments on such documents.

Art. 19. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) will be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following fiscal year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the board of directors may pay out an advance payment on dividends. The board of directors fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 20. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these articles of incorporation, unless otherwise provided by law.

Should the Company be dissolved, either anticipatively or by expiration of its term, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

Chapter VII. - Applicable Law

Art. 21. Applicable Law. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 governing commercial companies, as amended.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th 1915 on commercial companies have been observed.

Transitory provisions

1. The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st December 2013.

2. The first annual general meeting of shareholders shall take place in the year 2014.

Subscription and Liberation

The one thousand (1,000) shares have been subscribed as follows:

1) Mr Jean-Francois EMPAIN, prenamed,	475
2) Mr Pierre CHAKER, prenamed,	475
3) Mr Etienne MOUTHON, prenamed,	50
Total:	1,000

All the shares have been fully paid up by a payment in cash, so that the amount of one hundred thousand euro (EUR 100,000.-) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately one thousand four hundred euros (EUR 1,400.-).

Decisions of the shareholders

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1. The number of directors is fixed at four (4) and the number of statutory auditors at one (1).

2. The following are appointed directors:

- Mr Jean-François EMPAIN, prenamed, born on the 5th of June 1964 in Boulogne-Billancourt, France, residing at 24 Chemin des Chèvres, 1292 Chambésy, Switzerland,

- Mr Franz BONDY, prenamed, born on the 20th of July 1955 in Berlin, Germany, having his professional address at 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg,

- Mr Etienne MOUTHON, prenamed, born on the 27th of February 1966 in Paris, France, residing at 23, Chemin des Tattes, 1222 Vézenaz, Switzerland

- Mr Pierre CHAKER, prenamed, born on the 29 of June 1963, in Ras-Beyrouth, Lebanon, residing at 62 Chemin de la maille, 1217 Meyrin, Switzerland.

Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2017.

3. Has been appointed statutory auditor:

The company "ISOSTRESS" a private company limited by shares company having its registered office 29 rue Joseph Hansen L-1716 Luxembourg, registered with Luxembourg's Trade and Companies Register under number B128503.

Their term of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2017.

4. The registered office of the Company is established 8, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and reads English, states herewith that upon request of the bureau of the Meeting, the present deed is worded in English followed by a French version, and in case of any conflict in meaning between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the undersigned Notary, it signed together with the notary the present deed.

Signé: V. PIERRU, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 décembre 2012. Relation: LAC/2012/63260. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 31 janvier 2013.

Référence de publication: 2013017045/415.

(130020106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2013.

LER III European Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 153.167.

Il résulte d'une résolution des associés prise en date du 5 février 2013 qu'a été nommé aux fonctions de gérant de la société en remplacement de Monsieur Manmeet Matharu, démissionnaire, avec effet au 5 février 2013:

- Monsieur Jean-Paul Vignac, demeurant professionnellement au 29 rue de Berri, F-75008 Paris et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013020042/16.

(130024276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Cross Seed Ventures, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8249 Mamer, 67, rue Mameranus.

R.C.S. Luxembourg B 171.436.

Durch meiner Funktion als Geschäftsführer für Cross Seed Ventures ((B 171436) „CS“), 67, Rue Mameranus, 8249 Mamer, Luxembourg, bestätige ich hiermit, dass:

Søren Vang Andersen
42, Rue de la Liberation
4210, Esch-sur-Alzette
Luxembourg,

am 15 Januar 2013, 42 CS Aktien von den insgesamt 126 vorhanden und ausgestellten CS Aktien erworben hat.

Ab dem 15 Januar 2013 hat CS somit 3 Aktionäre die jeder 42 CS Aktien hält, alle CS Aktien mit dem gleichen Stimmrechte sowie wirtschaftlichen Wert.

Es gab und gibt nur eine Aktienklasse im CS, sowie vor den oben genannten Erwerb als auch danach.

Luxembourg, den 07.02.2013.

Cross Seed Ventures
Thomas Hartwell-Krämer
Geschäftsführer
Thomas Hartwell-Krämer / Carsten Christensen
Aktionär / Aktionär

Référence de publication: 2013020375/23.

(130024155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Menuiserie Majoie Michel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8422 Steinfort, 71, rue de Hobscheid.

R.C.S. Luxembourg B 73.229.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 22 janvier 2013 que:

- le mandat d'Administrateur de Monsieur Michel MAJOIE est renouvelé pour une nouvelle période de trois années, soit jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

- le mandat de Commissaire de LUX-AUDIT S.A. est renouvelé pour une nouvelle période de trois années, soit jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

- la démission de Madame Marlène KNOL et de Monsieur Henk KNOL en tant qu'Administrateurs de la Société est acceptée avec effet immédiat.

- Madame Monique SMAL, retraitée, demeurant à L-4697 Lasauvage, 167, rue des Passeurs et Monsieur Dan EPPS, conseil fiscal, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt sont nommés en tant qu'Administrateurs de la Société avec effet immédiat, pour une période de trois années, soit jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Il résulte des résolutions prises par le Conseil d'administration en date du 22 janvier 2013 que:

- Monsieur Michel MAJOIE est nommé en tant que Président du Conseil d'administration pour la durée de son mandat d'Administrateur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

- le mandat d'Administrateur-délégué de Monsieur Michel MAJOIE est renouvelé pour une nouvelle période de trois années, soit jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Steinfort, le 22 janvier 2013.

Pour la Société
Un mandataire

Référence de publication: 2013020731/28.

(130024930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.